

Accord national professionnel

ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ

(16 septembre 2005)

(Bulletin officiel n° 2006-35)

ACCORD DU 16 SEPTEMBRE 2005

RELATIF AUX MODALITÉS DE PERCEPTION À TITRE TRANSITOIRE
ET DE MANIÈRE DÉGRESSIVE « D'UNE INDEMNITÉ DE DÉPART EN
RETRAITE »

NOR : AGRS0697108M

Entre :

L'UNETP ;

L'UNEAP ;

Le SYNADIC ;

Le SYNADEC ;

Le SNCEEL ;

Le SGEC ;

La FNOGEC ;

La FFNEAP,

D'une part, et

La FN SPELC ;

La FEP-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Considérant :

- la situation réaffirmée d'agent public des maîtres sous contrat d'association et, à ce titre, l'obligation pour l'Etat d'assurer toutes les charges de l'employeur ;
- la création d'un régime public de retraite additionnel à compter du 1^{er} septembre 2005, applicable aux maîtres contractuels et agréés prenant leur retraite à partir de la fin de l'année scolaire 2004-2005 ;
- l'article 4 de la loi du 5 janvier 2005 sur le versement à titre transitoire d'une « indemnité de départ en retraite dégressive ».

les représentants des établissements et les organisations syndicales représentatives des personnels conviennent du mode de calcul de cette « indemnité de départ à la retraite », du nombre d'années pendant lesquelles elle est versée et du taux annuel dégressif auquel elle est payée.

Article 1^{er}

Cette indemnité, à la charge du dernier établissement d'exercice, est versée à tous les maîtres et documentalistes contractuels et agréés ainsi qu'aux enseignants contractuels relevant du ministère de l'agriculture ayant au moins 10 ans de service dans les établissements concernés lors de leur cession de fonction pour bénéficier d'une pension de vieillesse de la sécurité sociale ou des avantages de retraite du RETREP ou de l'ATCA ainsi que lors d'un départ en CFA.

Tous les services effectués dans les établissements susvisés d'enseignement sont pris en compte pour le calcul de l'ancienneté quelle que soit leur quantité horaire.

Article 2

Cette indemnité est basée sur le salaire brut mensuel, à temps plein, calculé à partir du dernier indice de la fonction publique figurant sur le bulletin de salaire délivré par l'Etat.

Article 3

La base de l'indemnité est de 1 mois de salaire avec prise en compte des taux de versement fixés par le tableau ci-dessous :

PÉRIODE DE DÉPART	TAUX
Du 1 ^{er} septembre 2005 au 31 décembre 2005	100 %
Année 2006	80 %
Année 2007	60 %
Année 2008	40 %
Du 1 ^{er} janvier 2009 au 31 août 2010	20 %

Article additionnel

A l'accord signé le 16 septembre 2005 sur les modalités de perception à titre transitoire et de manière dégressive d'une « indemnité de départ en retraite », article 4 de la loi du 5 janvier 2005.

A la demande du gouvernement et sur recommandation de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale auprès du secrétaire général de l'enseignement catholique, les partenaires signataires de l'accord du 16 septembre 2005 se sont rencontrés le 24 octobre 2005 et ont décidé de la mesure suivante :

Pour les maîtres et documentalistes contractuels et agréés ainsi que pour les enseignants contractuels relevant du ministère de l'agriculture, et ayant au moins 30 années d'ancienneté dans le dernier établissement, lors de leur

cessation de fonction pour bénéficier d'une pension de vieillesse de la sécurité sociale ou des avantages de retraite du RETREP ou de l'ATCA ainsi que lors d'un départ en CFA.

Et pour les seules années 2005 et 2006, la base de l'indemnité est de 1,5 mois de salaire avec prise en compte des taux fixés par l'accord du 16 septembre :

PÉRIODE DE DÉPART	TAUX
Du 1 ^{er} septembre 2005 au 31 décembre 2005	100 %
Année 2006	80 %

Fait à Paris, le 16 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)